



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 148 – 2^e trimestre 2011

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	4
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	11
3. L'endettement des agents économiques	13
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	13
L'endettement des ménages	14
L'endettement des entreprises	14
L'endettement des collectivités locales	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	16
4. Les engagements bancaires	17
4.1 Les engagements sectoriels	17
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	19
5. Rappel des taux	20
5.1 Taux réglementés	20
5.2 Principaux taux de marché	20
5.3 Taux de l'usure	20
6. Monnaie fiduciaire	21
6.1 Emission de billets euros	21
6.2 Emission de pièces euros	21

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, est considéré comme installé localement un établissement qui possède une représentation locale significative, avec au moins un agent permanent localement. Les établissements ne remplissant pas cette condition sont considérés comme non installés localement. La Poste et le Trésor Public sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia Crédit Local, la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Evolution monétaire et financière internationale

La croissance de l'économie mondiale s'est ralentie au 2^e trimestre 2011, dans les pays avancés comme dans les pays émergents, dans un contexte de resserrement des politiques monétaires face aux pressions inflationnistes liées à la hausse des prix de l'énergie et des matières premières. La période récente a été marquée par l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro, le relèvement du plafond de la dette fédérale aux Etats-Unis et l'instabilité des marchés boursiers.

Au deuxième trimestre, la croissance américaine est demeurée faible, à 1 %, freinée par la hausse des prix de l'énergie, la stagnation de la consommation des ménages, la faiblesse du marché immobilier et les contraintes de consolidation budgétaire.

En Asie, la situation économique du Japon s'est redressée plus rapidement que prévu, malgré le recul du PIB observé au 2^e trimestre. Les autorités japonaises ont mis en œuvre un plan de reconstruction et la Banque du Japon a encore assoupli sa politique monétaire. La Chine affiche une croissance plus modérée qu'en 2010, à la suite du resserrement de la politique monétaire visant à enrayer les tensions inflationnistes.

La reprise ne s'est pas confirmée dans la zone euro au cours du deuxième trimestre, fragilisée par la crise de la dette souveraine, avec un ralentissement de la croissance du PIB à 0,2 %. Les conditions économiques se sont détériorées par rapport au premier trimestre, avec le ralentissement de la consommation, le recul de la production industrielle en Allemagne et le comportement attentiste des entreprises sur fond de tensions financières.

Le 21 juillet, les dirigeants des pays de la zone euro ont décidé d'étendre les compétences du Fonds européen de stabilisation (FESF) - dont l'objectif est de venir en aide aux Etats de la zone euro confrontés à des difficultés – afin notamment de lui permettre d'acheter des obligations d'Etat sur le marché secondaire et d'aider à la recapitalisation d'établissements financiers. D'autres mesures ont été prises, telles que l'allongement de la durée des prêts et l'application de taux d'intérêts préférentiels. Ces dispositions n'entreront toutefois en vigueur qu'après ratification des parlements nationaux. Une aide supplémentaire de 109 milliards d'euros a été allouée à la Grèce en juillet, à la suite de l'adoption de nouvelles mesures budgétaires, et un assouplissement des conditions a été accordé au Portugal et à l'Irlande. En raison des tensions sur les taux de l'Espagne et de l'Italie, la BCE a repris en août son programme d'achat d'obligations d'Etat (SMP). Les gouvernements italiens et espagnols se sont engagés à adopter la règle de l'équilibre budgétaire, qui pourrait également être adoptée par d'autres pays de la zone Euro.

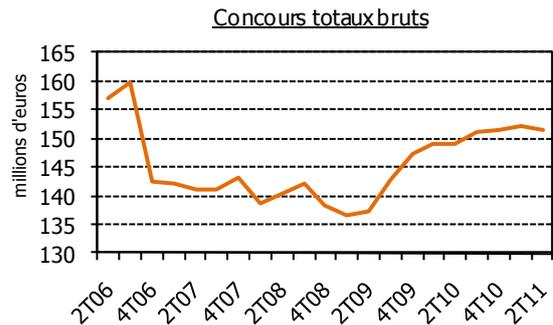
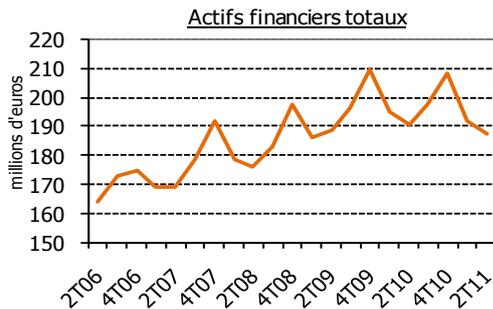
En matière de politique monétaire, la BCE a relevé de 25 points de base son principal taux directeur le 7 juillet, pour le porter à 1,5 %, estimant que le nouvel ajustement était nécessaire compte tenu des risques à la hausse pesant sur la stabilité des prix. La FED a laissé pour sa part son taux directeur inchangé, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. La parité EUR/USD, qui avait enregistré une forte hausse de janvier à avril 2011, s'inscrit en baisse depuis cette date.

Sur les marchés boursiers, l'envolée du cours du pétrole et des matières premières s'est interrompue - hormis celle de l'or- affectée par les craintes d'un ralentissement de l'activité économique mondiale et les tensions financières en Europe. Durant l'été, les craintes sur l'environnement macroéconomique, la crise des dettes souveraines et son impact sur les comptes des banques européennes ont alimenté l'inquiétude des marchés et entraîné la chute des bourses mondiales, affectant plus particulièrement les valeurs bancaires.

2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Les actifs financiers sont en baisse pour le troisième trimestre consécutif et atteignent environ 187 millions d'euros, soit un recul de 1,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette diminution est principalement imputable à la contraction des actifs détenus par les collectivités locales et les entreprises. A l'inverse les actifs financiers des ménages poursuivent leur progression sur un an, malgré un léger recul entre le premier et le second trimestre. Les tendances observées au trimestre précédent se confirment, à savoir la poursuite de la baisse des dépôts à vue et de l'épargne de court terme au profit des placements de long terme.

L'encours brut total des crédits à l'économie progresse de 1,8% sur un an, soit le septième trimestre consécutif de hausse. Les crédits aux ménages expliquent en grande partie cette évolution favorable, en particulier les crédits à l'habitat, mais également les crédits à la consommation qui repartent à la hausse. Le dynamisme de la consommation des ménages est corroboré par la hausse des importations observées ce trimestre. En revanche, l'évolution est plus contrastée pour les entreprises, les crédits d'exploitation progressent tandis que les crédits d'investissement se contractent. Enfin, la tendance à la baisse du taux de créances douteuses brutes se poursuit pour atteindre son plus bas niveau depuis 2005.



2.1. Recul des actifs financiers de la place

L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon diminue de 1,6% au second trimestre 2011 en glissement annuel, soit le troisième trimestre consécutif de baisse. Seuls les actifs des ménages poursuivent leur progression.

Le montant total des actifs s'établit ainsi à 187 millions d'euros au 30 juin 2011.



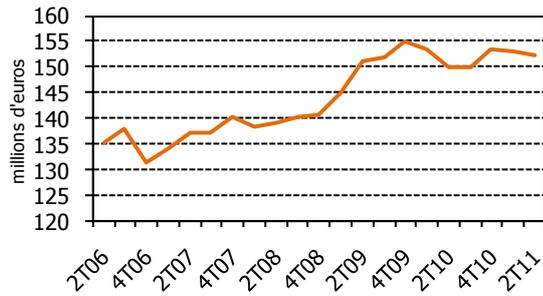
Les dépôts à vue reculent de 8,6% et s'établissent à 55,1 millions d'euros au second trimestre 2011. La baisse est moins prononcée pour les placements liquides ou à court terme, qui se contractent néanmoins de 3,1% sur un an pour atteindre 100,9 millions d'euros. L'épargne de long terme profite de cette diminution de l'intérêt porté aux autres types de placement, et progresse de 20,3% pour représenter au second trimestre environ 31,5 millions d'euros.

La part des dépôts à terme dans le total des actifs reste la même avec 29%. En revanche les dépôts à vue (54%) recule d'un point au profit de l'épargne de long terme (17%).

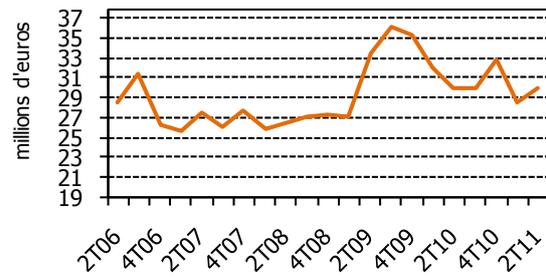
a) Réorientation des actifs financiers des ménages vers des placements à long terme

Les actifs des ménages (152 millions d'euros) progressent de 1,7% au second trimestre 2011, mettant fin à quatre trimestres consécutifs de recul. Les dépôts à vue et les placements de court terme entament respectivement leur cinquième et sixième trimestre consécutif de baisse. Si les montants placés sur les comptes à terme sont en nette diminution sur un an (-12,6%), ceux concernant les livrets A progressent de 19,7%, tiré par l'augmentation de leur taux de rémunération. A l'inverse, l'épargne de long terme progresse de plus de 20% sur un an. Cette progression concerne à la fois les PEL (+12,2%), les contrats d'assurance-vie (+19,1%) et les OPCVM non-monétaires (+28,1%).

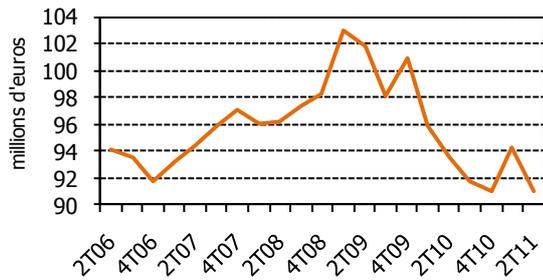
Actifs totaux des ménages



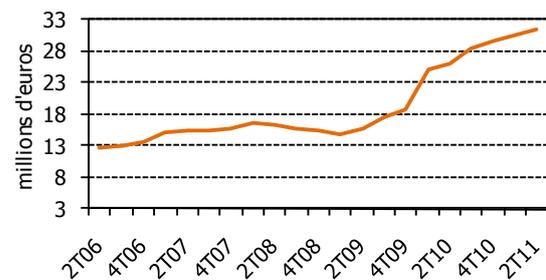
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides ou à CT des ménages



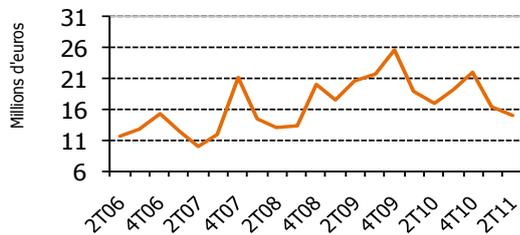
Épargne à long terme des ménages



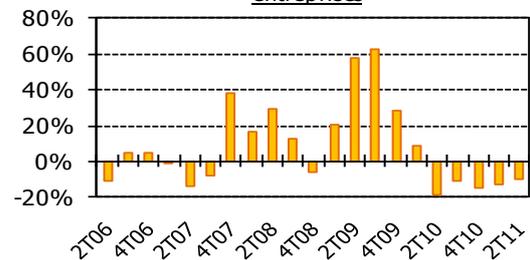
b) Recul des actifs financiers des entreprises

Les actifs des **entreprises** reculent pour le cinquième trimestre consécutif et s'élèvent à 15,2 millions d'euros (-10,0% sur un an). Ils représentent désormais 8,1% du total des actifs. Cette diminution concerne essentiellement les placements de court terme (-21,3%), mais également les dépôts à vue (-6,4%).

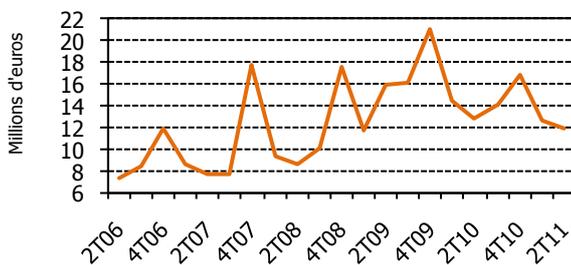
Evolution des actifs des entreprises



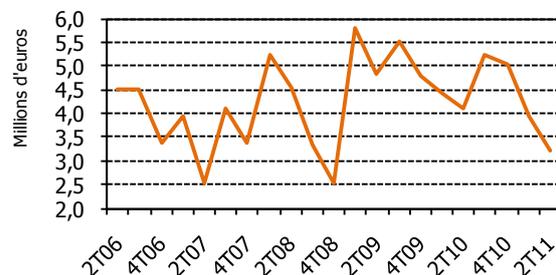
Variation en glissement annuel des actifs des entreprises



Evolution des dépôts à vue des entreprises



Evolution des placements liquides des entreprises



c) Recul des actifs financiers des autres agents

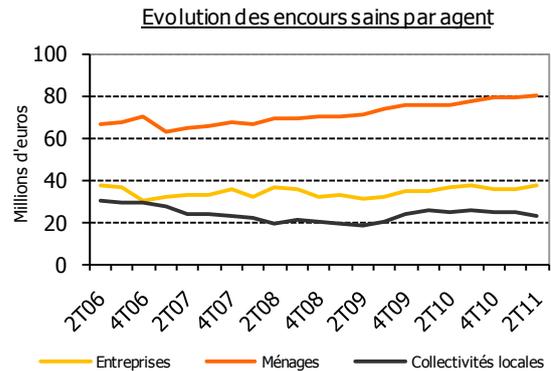
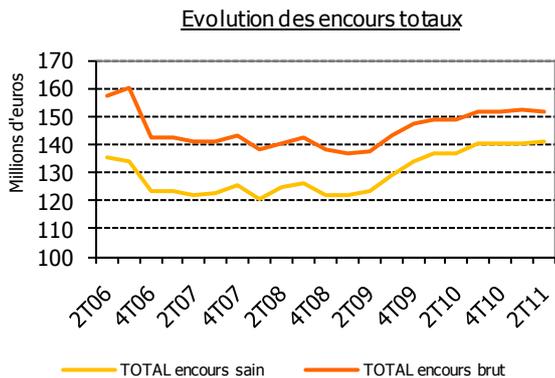
Les actifs des **autres agents** reculent de 16,8% sur un an, en raison notamment de la forte baisse du montant des dépôts à vue (-24,4%), tandis que les placements de court terme progressent de 3,4%.

2.2. Ralentissement de la progression des financements bancaires

L'**encours brut total** des crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit augmente pour le huitième trimestre consécutif. En revanche, cette progression tend à se ralentir : alors qu'elle était de 8,6% sur un an au second trimestre 2010, l'augmentation au second trimestre 2011 est limitée à 1,8%.

Si les encours accordés aux entreprises n'augmentent que de 1,7%, la progression est plus prononcée pour les ménages puisqu'elle atteint 6,9% sur un an, et touche à la fois les crédits à la consommation et les crédits immobiliers. Par ailleurs, les encours accordés aux collectivités locales accusent un second trimestre de diminution et reculent de 7,9% sur un an.

Enfin, le taux de créances douteuses poursuit son mouvement de baisse pour s'établir à 7,2% au second trimestre 2011, soit le plus bas niveau atteint depuis le premier trimestre 2005.

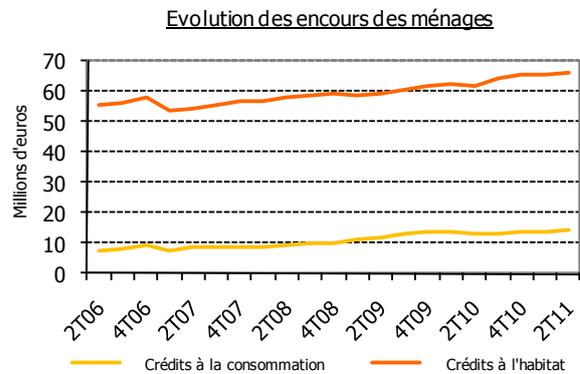


a) Dynamisme confirmé des crédits aux ménages

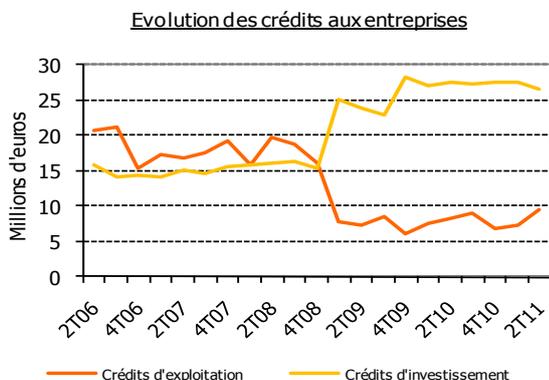
L'**encours sain des ménages** franchit pour la première fois le seuil des 80 millions d'euros suite à une progression de 6,9% sur un an au second trimestre 2011.

L'encours des crédits à l'habitat, qui représente 82% de l'endettement total des ménages, explique en grande partie cette évolution (+6,9 %).

En revanche la progression des crédits à la consommation qui avait tout juste dépassé 1% le trimestre dernier est plus vigoureuse avec une croissance de 5,9% au second trimestre.



b) Ralentissement de la progression des crédits aux entreprises



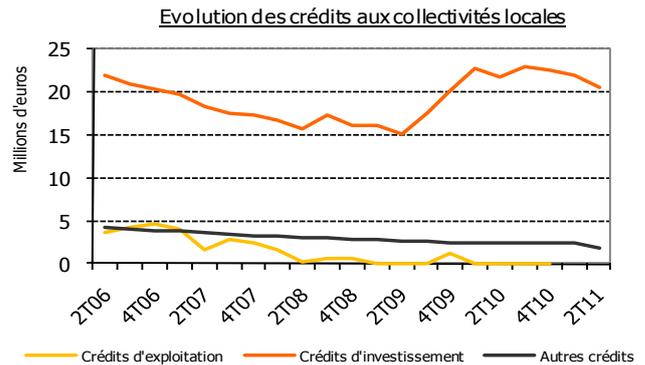
L'**encours sain des entreprises** augmente de 1,7% sur un an pour se rapprocher des 37 millions d'euros. Il s'agit du septième trimestre consécutif de hausse, bien que celle-ci tende à se ralentir.

Contrairement au trimestre précédent, cette progression est exclusivement due aux crédits d'exploitation, qui augmentent de 14,9% sur un an, tandis que les crédits d'investissement se contractent de 3,7%.

c) Recul des crédits de long terme aux collectivités locales

L'**encours sain des collectivités locales** enregistre une nouvelle diminution de 7,9%, confirmant ainsi le recul de 3,0% observé au trimestre précédent.

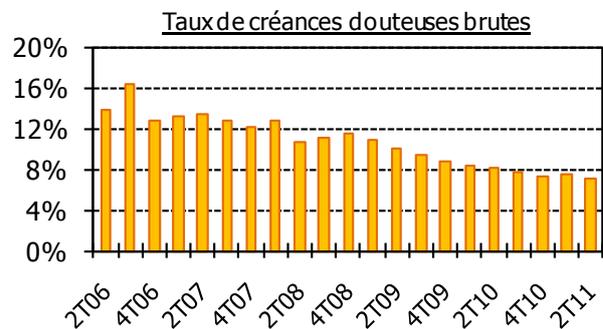
Les collectivités locales ont entamé l'amortissement de leurs emprunts après une forte hausse des crédits d'investissement à la fin de l'année 2009.



2.3. Diminution du taux de créances douteuses

Les **créances douteuses brutes** reculent de 9,8% sur un an et s'établissent à 10,9 millions d'euros au second trimestre 2011 contre 12,1 millions d'euros à la même date l'année précédente. Sur un trimestre, la baisse est de 6,2%. Le taux de créances douteuses atteint ainsi 7,2% en juin 2011, soit le plus bas niveau depuis six ans.

Le **taux de provisionnement** est en baisse sur un an, passant de 75,1% à 66,5%. Il connaît en revanche une relative stabilisation sur un trimestre, puisqu'il était de 66,7% en mars 2011.



3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les encours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France (actuellement de 25 000 euros).

L'encours total atteint 70,6 millions d'euros en juillet 2011, en baisse de 3,6% sur un trimestre mais en progression de 1,5% sur un an.

L'encours de risques le plus élevé est porté par le secteur **Administrations et Collectivités locales** qui représente 26% des risques de la place, soit 18,5 millions d'euros, en baisse de 1,8% sur un trimestre. Le secteur du **commerce** occupe la seconde position avec 13,5% des encours, pour un montant équivalent à celui du trimestre dernier.

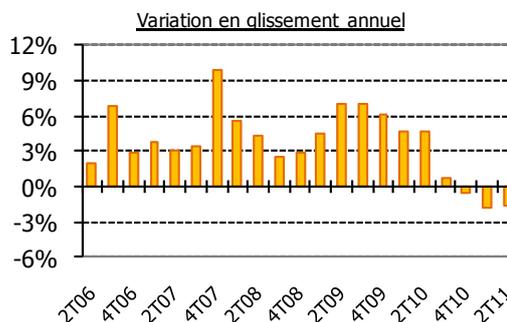
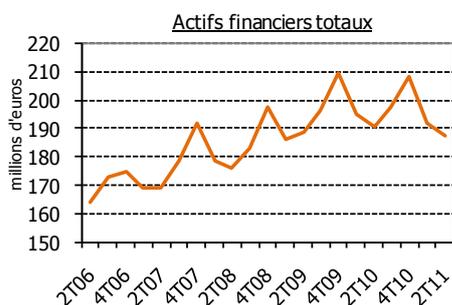
L'évolution trimestrielle des encours varie fortement selon les secteurs. Si les encours du **secteur primaire** et du secteur **industrie et énergie** reculent respectivement de 30,1% et 27,0%, la plus forte progression touche le secteur de la construction (+13,4%), dynamisé par l'ouverture du chantier de la nouvelle centrale électrique d'EDF.

Toutefois, sur un an, la plus forte diminution des encours concerne le secteur des **transports et communications** (-11,5%).

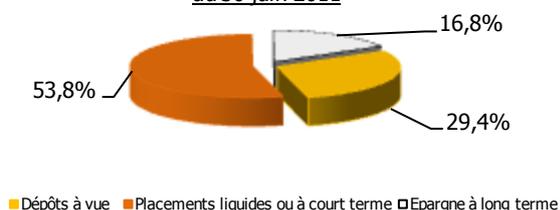
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs par agent											Variations	
	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 an	1 trim	
Sociétés	20,746	21,698	25,825	18,964	16,885	19,241	21,916	16,595	15,197	-10,0%	-8,4%	
Dépôts à vue	15,928	16,196	21,033	14,522	12,788	14,067	16,904	12,636	11,972	-6,4%	-5,3%	
Placements liquides ou à court terme	4,818	5,502	4,792	4,442	4,097	5,226	5,011	3,958	3,225	-21,3%	-18,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial					0,000							
Placements indexés sur les taux du marché	4,818	5,502	4,792	4,442	4,097	5,226	5,011	3,958	3,225	-21,3%	-18,5%	
dont comptes à terme	4,818	5,502	4,792	4,442	4,097	5,226	5,011	3,958	3,225	-21,3%	-18,5%	
dont OPCVM monétaires					0,000							
dont certificats de dépôts					0,000							
Epargne à long terme					0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,0%	0,0%	
dont OPCVM non monétaires					0,000							
Ménages	151,104	151,913	154,887	153,259	149,788	150,129	153,456	153,185	152,379	1,7%	-0,5%	
Dépôts à vue	33,490	36,144	35,284	32,106	30,062	30,044	32,914	28,480	29,949	-0,4%	5,2%	
Placements liquides ou à court terme	101,839	98,139	100,958	95,901	93,561	91,720	90,980	94,269	90,971	-2,8%	-3,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	38,967	43,779	47,683	44,680	45,817	47,189	47,055	48,690	49,140	7,3%	0,9%	
Livrets ordinaires	32,675	37,524	41,256	38,122	39,259	40,252	39,728	40,863	41,361	5,4%	1,2%	
Livrets A et bleu	5,825	5,784	5,977	6,116	6,116	6,486	6,860	7,363	7,322	19,7%	-0,6%	
Livrets jeunes	0,429	0,432	0,428	0,405	0,405	0,406	0,425	0,405	0,401	-1,1%	-1,2%	
Livrets d'épargne populaire					0,000							
CODEVI					0,000		0,005	0,010	0,006		-41,8%	
Comptes d'épargne logement	0,038	0,039	0,022	0,037	0,037	0,037	0,038	0,049	0,051	37,3%	3,7%	
Placements indexés sur les taux du marché	62,872	54,360	53,275	51,221	47,744	44,531	43,925	45,579	41,831	-12,4%	-8,2%	
dont comptes à terme	61,029	52,743	52,176	50,122	46,630	43,420	42,794	44,448	40,768	-12,6%	-8,3%	
dont bons de caisse	1,843	1,617	1,099	1,099	1,114	1,110	1,131	1,131	1,063	-4,5%	-6,0%	
dont OPCVM monétaires					0,000	0,001						
Epargne à long terme	15,775	17,630	18,645	25,252	26,165	28,364	29,562	30,436	31,459	20,2%	3,4%	
Plans d'épargne logement	2,182	2,180	2,253	2,364	2,367	2,529	2,799	2,772	2,656	12,2%	-4,2%	
Plans d'épargne populaire					0,000							
Autres comptes d'épargne					0,000							
Portefeuille-titres					0,000				0,042			
OPCVM non monétaires	4,114	5,101	5,126	5,291	4,593	5,075	5,195	5,529	5,884	28,1%	6,4%	
Contrats d'assurance-vie	9,479	10,349	11,266	17,597	19,205	20,760	21,568	22,135	22,876	19,1%	3,3%	
Autres agents	16,725	22,582	28,929	22,897	23,828	28,296	33,113	22,028	19,818	-16,8%	-10,0%	
Dépôts à vue	11,385	17,458	23,505	17,379	17,378	22,026	26,998	14,783	13,144	-24,4%	-11,1%	
Placements liquides ou à court terme	5,340	5,124	5,424	5,518	6,450	6,270	6,115	7,246	6,666	3,4%	-8,0%	
Comptes d'épargne à régime spécial	3,836	3,696	3,915	4,006	2,088	4,144	3,841	4,383	4,128	97,7%	-5,8%	
Placements indexés sur les taux du marché	1,504	1,428	1,509	1,512	4,362	2,126	2,274	2,863	2,539	-41,8%	-11,3%	
dont comptes à terme	1,504	1,428	1,509	1,512	4,362	2,126	2,274	2,863	2,539	-41,8%	-11,3%	
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,007			
TOTAL	188,575	196,193	209,641	195,120	190,501	197,596	208,485	191,809	187,394	-1,6%	-2,3%	
Dépôts à vue	60,803	69,798	79,822	64,007	60,227	66,138	76,817	55,899	55,065	-8,6%	-1,5%	
Placements liquides ou à court terme	111,997	108,765	111,174	105,861	104,108	103,092	102,105	105,473	100,862	-3,1%	-4,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	42,803	47,475	51,598	48,686	47,905	51,209	50,895	53,073	53,268	11,2%	0,4%	
Placements indexés sur les taux du marché	69,194	61,290	59,576	57,175	56,203	51,883	51,210	52,400	47,595	-15,3%	-9,2%	
Epargne à long terme	15,775	17,630	18,645	25,252	26,166	28,365	29,562	30,437	31,467	20,3%	3,4%	

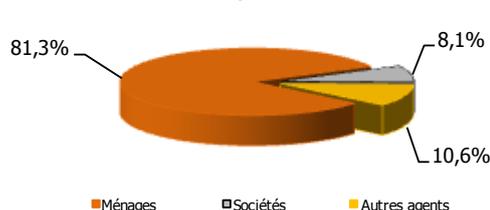
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par nature au 30 juin 2011

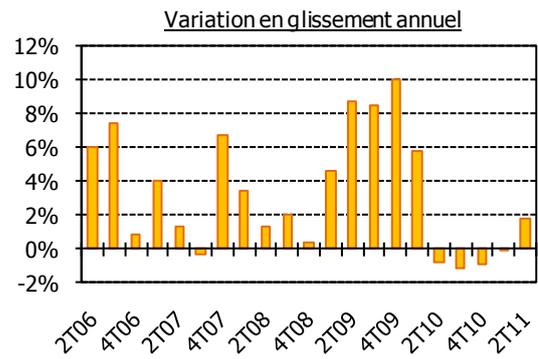
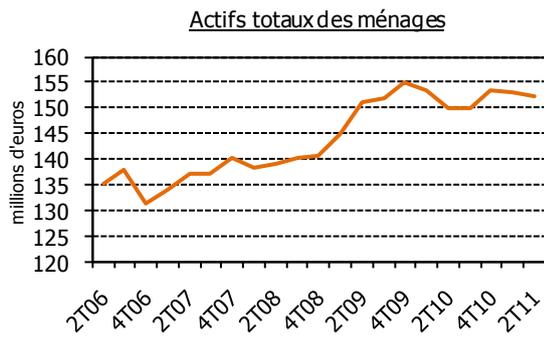


Répartition des actifs par agent au 30 juin 2011

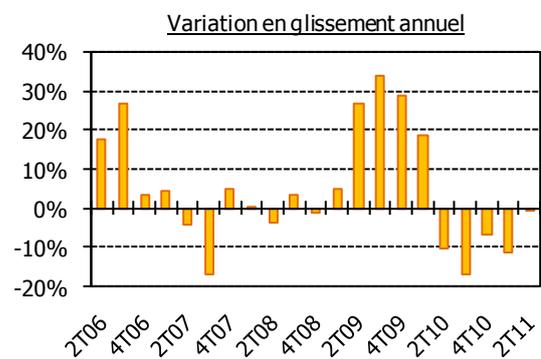
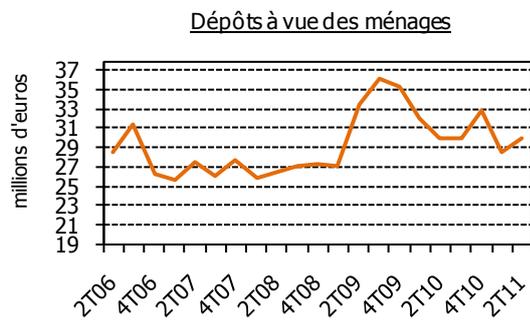


Les avoirs des ménages

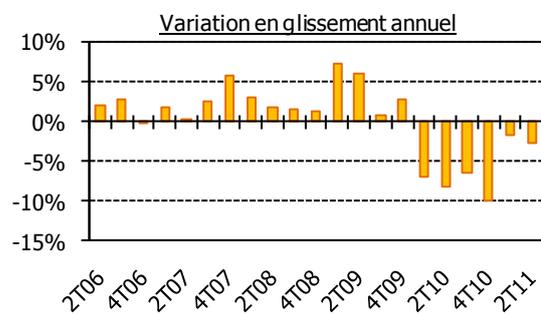
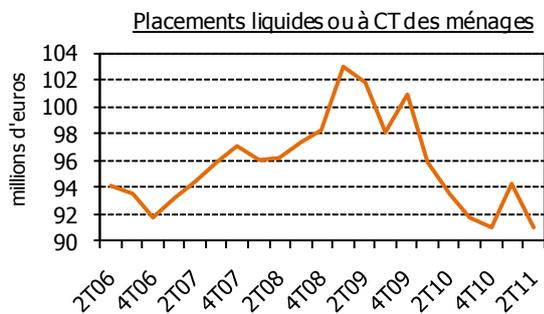
Total des actifs financiers



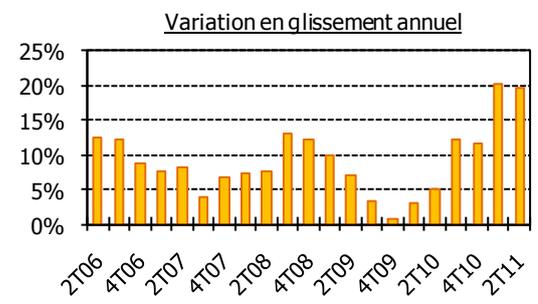
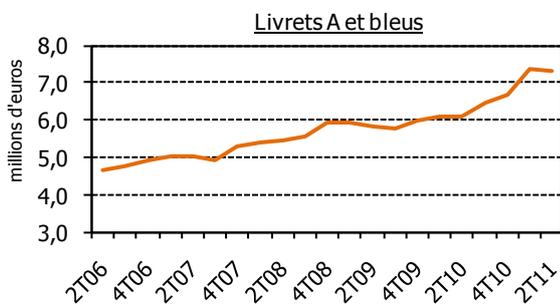
Dépôts à vue



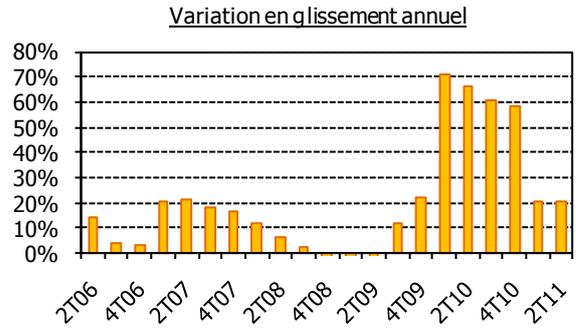
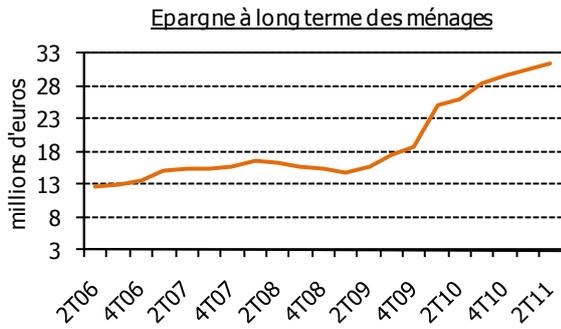
Placements liquides ou à court terme



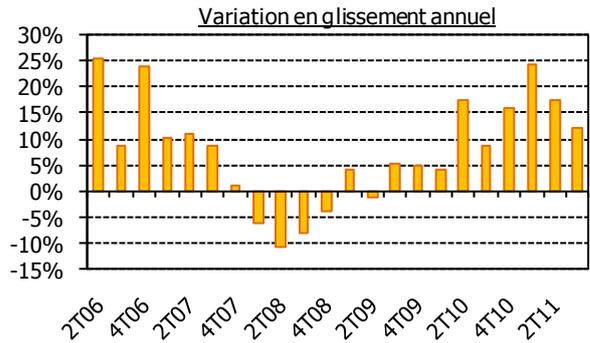
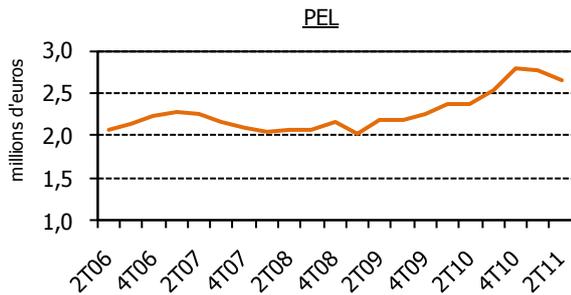
Livrets A et bleu



Epargne à long terme

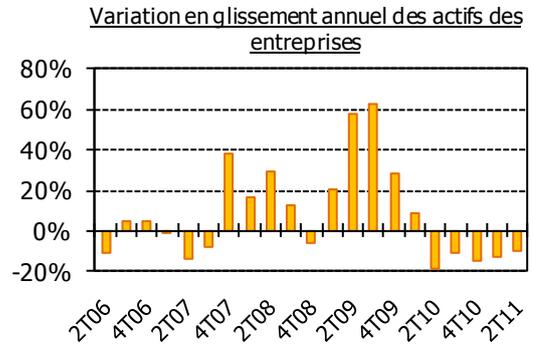
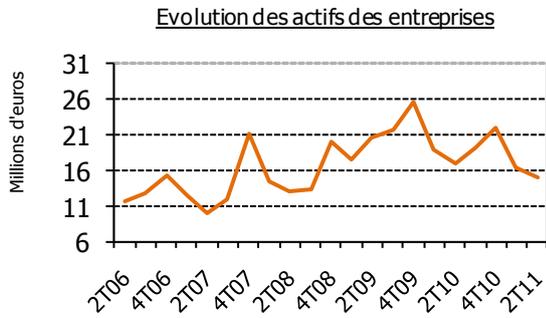


Plans d'épargne logement

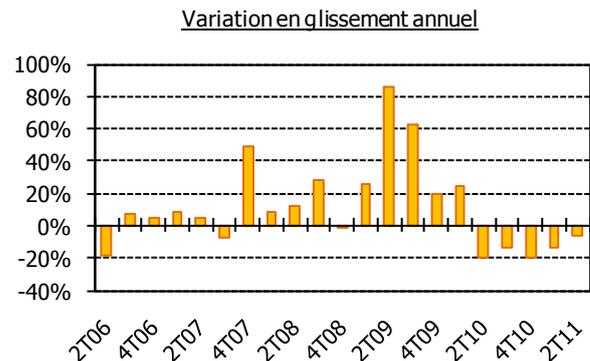
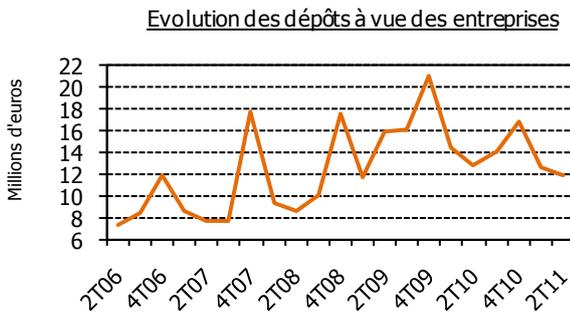


Les avoirs des entreprises

Total des actifs financiers

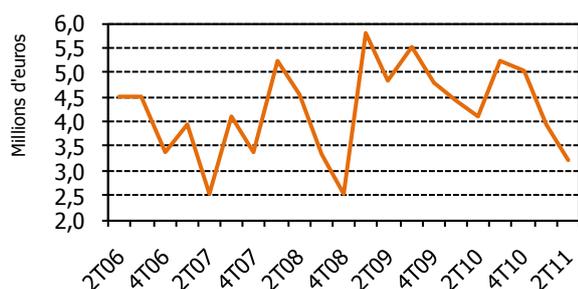


Dépôts à vue

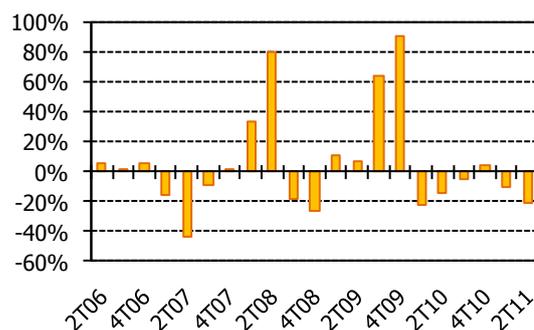


Placements liquides ou à court terme

Evolution des placements liquides des entreprises



Variation en glissement annuel



Les actifs par nature

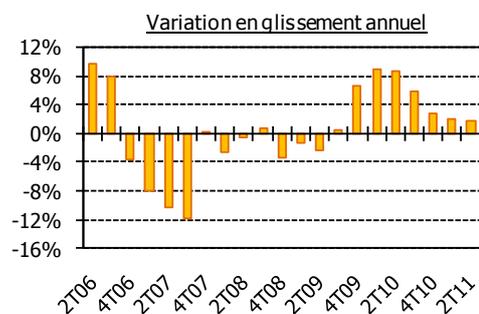
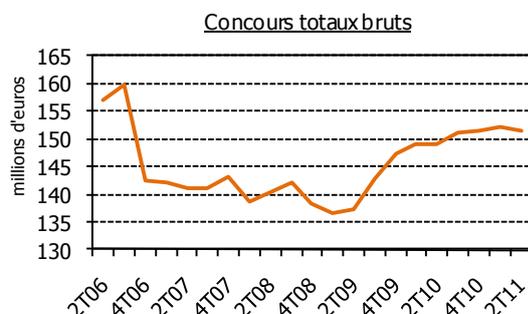
Actifs par nature	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	Variations	
										1 an	1 trim
Dépôts à vue	60,803	69,798	79,822	64,007	60,227	66,138	76,817	55,899	55,065	-8,6%	-1,5%
Placements liquides ou à court terme	111,997	108,765	111,174	105,861	104,108	103,217	102,105	105,473	100,862	-3,1%	-4,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	42,803	47,475	51,598	48,686	47,905	51,334	50,895	53,073	53,268	11,2%	0,4%
Livrets ordinaires	32,675	35,524	41,256	38,122	41,270	44,291	43,424	45,132	45,117	9,3%	0,0%
Livrets A et bleu	5,825	5,784	5,977	6,116	6,194	6,591	7,004	7,477	7,693	24,2%	2,9%
Livrets jeunes	0,429	0,432	0,428	0,405	0,405	0,406	0,425	0,405	0,401	-1,1%	-1,2%
Livrets d'épargne populaire					0,000						
CODEVI					0,000		0,005	0,010	0,006		-41,8%
Comptes d'épargne logement	0,038	0,039	0,022	0,037	0,037	0,037	0,038	0,049	0,051	37,3%	3,7%
Placements indexés sur les taux du marché	69,194	61,290	59,576	57,175	56,203	51,883	51,210	52,400	47,595	-15,3%	-9,2%
Dépôts à terme	67,351	59,673	58,477	56,076	55,089	50,772	50,079	51,269	46,531	-15,5%	-9,2%
Bons de caisse	1,843	1,617	1,099	1,099	1,114	1,110	1,131	1,131	1,063	-4,5%	-6,0%
Titres de créances négociables					0,000						
OPCVM monétaires					0,000	0,001					
Epargne à long terme	15,775	17,630	18,645	25,252	26,166	28,365	29,529	30,437	31,467	20,3%	3,4%
Plans d'épargne logement	2,182	2,180	2,253	2,364	2,367	2,529	2,799	2,772	2,663	12,5%	-3,9%
Plans d'épargne populaire					0,000						
Autres comptes d'épargne					0,000						
Actions					0,000			0,001	0,043		
Obligations					0,001	0,001	0,001				
OPCVM non monétaires	4,114	5,101	5,126	5,291	4,593	5,075	5,161	5,529	5,884	28,1%	6,4%
Contrats d'assurance-vie	9,479	10,349	11,266	17,597	19,205	20,760	21,568	22,135	22,876	19,1%	3,3%
TOTAL	188,575	196,193	209,641	195,120	190,501	197,720	208,451	191,809	187,394	-1,6%	-2,3%

3. L'endettement des agents économiques

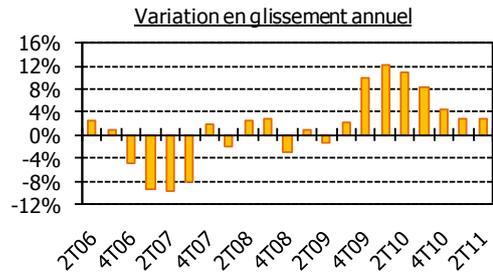
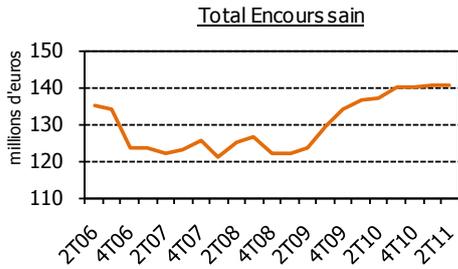
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros										Variations	
	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 an	1 trim	
Entreprises	31,157	31,505	34,347	34,726	36,286	37,103	35,024	35,734	36,897	1,7%	3,3%	
Crédits d'exploitation	7,332	8,640	6,066	7,622	8,316	9,108	6,908	7,391	9,556	14,9%	29,3%	
Créances commerciales	0,026	0,006	0,050	0,025	1,678	2,166	0,515	0,808	2,801		246,7%	
Crédits de trésorerie	2,724	4,673	3,641	3,542	1,442	2,259	2,874	2,008	1,933	34,1%	-3,7%	
dont entrepreneurs individuels	0,076	0,038	0,368	0,355	0,091	0,172	0,002	0,154	0,076	-16,4%	-50,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,582	3,961	2,375	4,055	5,196	4,682	3,519	4,575	4,822	-7,2%	5,4%	
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits d'investissement	23,825	22,865	28,281	27,104	27,557	27,367	27,495	27,551	26,547	-3,7%	-3,6%	
Crédits à l'équipement	23,825	22,865	28,281	27,104	27,557	27,367	27,495	27,551	26,547	-3,7%	-3,6%	
dont entrepreneurs individuels	1,753	1,673	1,582	2,349	1,529	1,584	1,574	1,577	1,492	-2,4%	-5,4%	
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,413	0,628	0,621	0,792	0,794		0,3%	
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Ménages	71,086	73,520	75,555	75,853	75,264	76,975	79,352	79,324	80,428	6,9%	1,4%	
Crédits à la consommation	11,689	12,868	13,449	13,530	13,320	12,829	13,734	13,682	14,109	5,9%	3,1%	
Crédits de trésorerie	10,472	11,150	11,870	11,934	11,724	12,303	13,315	13,219	13,492	15,1%	2,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	1,156	1,659	1,521	1,596	1,596	0,526	0,369	0,413	0,568	-64,4%	37,6%	
Crédit-bail	0,061	0,059	0,058	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits à l'habitat	59,397	60,652	62,106	62,323	62,027	64,067	65,617	65,633	66,319	6,9%	1,0%	
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Collectivités locales	17,868	20,102	23,686	25,184	24,281	25,350	24,928	24,440	22,374	-7,9%	-8,5%	
Crédits d'exploitation	0,055	0,002	1,112	0,001	0,001	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits de trésorerie	0,002	0,001	1,100	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Comptes ordinaires débiteurs	0,053	0,001	0,012	0,001	0,001	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits d'investissement	15,192	17,488	20,153	22,762	21,860	22,929	22,507	22,019	20,524	-6,1%	-6,8%	
Crédits à l'équipement	15,192	17,488	20,153	22,762	21,860	22,929	22,507	22,019	20,524	-6,1%	-6,8%	
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Autres crédits	2,621	2,612	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	1,850	-23,6%	-23,6%	
Autres agents de CCB non ventilés	3,284	4,171	0,477	0,769	1,024	0,537	0,884	0,927	1,023	-0,1%	10,4%	
Total encours sain	123,395	129,298	134,065	136,532	136,855	139,966	140,187	140,425	140,722	2,8%	0,2%	
Créances douteuses brutes	13,738	13,696	13,162	12,511	12,116	11,346	11,216	11,658	10,931	-9,8%	-6,2%	
Créances douteuses nettes	5,627	5,629	3,903	3,392	3,015	2,772	2,866	3,886	3,686	22,3%	-5,1%	
dont entreprises	4,766	4,258	2,854	2,774	2,235	2,880	2,400	3,513	3,306	47,9%	-5,9%	
dont ménages	0,859	1,369	1,046	0,617	0,779	0,652	0,466	0,372	0,380	-51,2%	2,2%	
Provisions	8,111	8,067	9,259	9,119	9,102	8,574	8,350	7,773	7,272	-20,1%	-6,4%	
Total encours brut	137,133	142,994	147,227	149,043	148,971	151,312	151,404	152,084	151,653	1,8%	-0,3%	
Taux de créances douteuses	10,0%	9,6%	8,9%	8,4%	8,1%	7,9%	7,4%	7,7%	7,2%	-0,9 pt	-0,5 pt	
Taux de provisionnement	59,0%	58,9%	70,3%	72,9%	75,1%	75,9%	74,4%	66,7%	66,5%	-8,6 pts	-0,2 pt	

Encours de crédits bruts

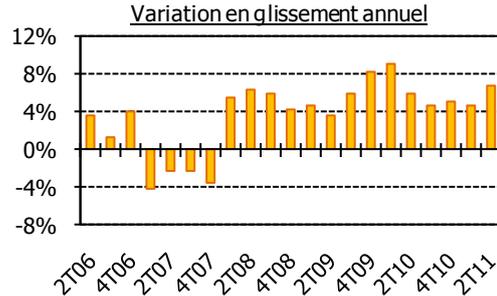
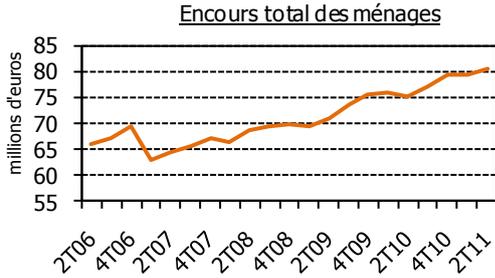


Encours de crédits sains

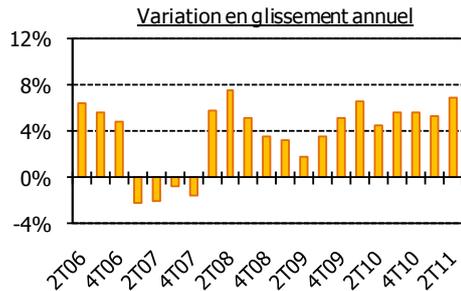
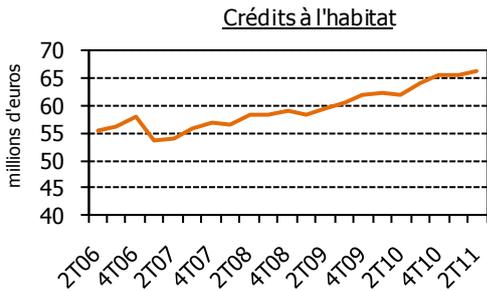


L'endettement des ménages

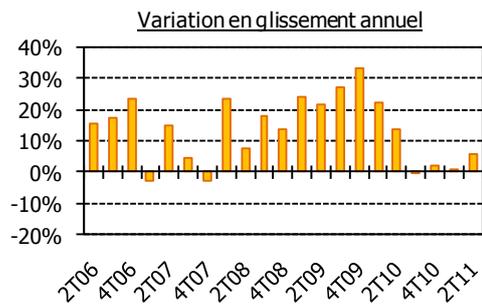
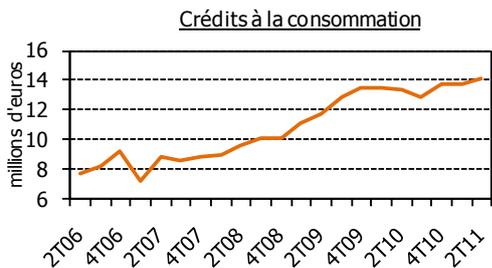
Encours de crédits sains



Crédits à l'habitat

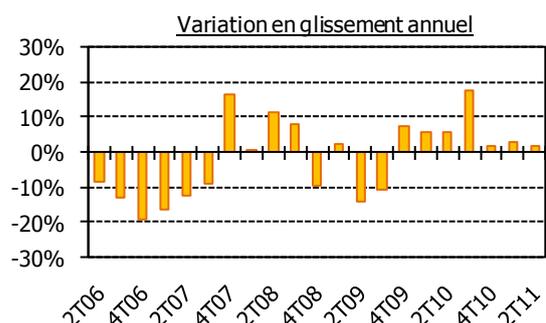
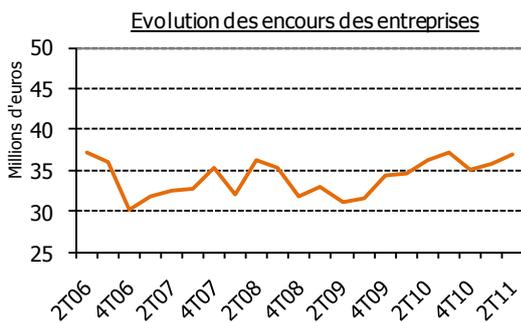


Crédits à la consommation

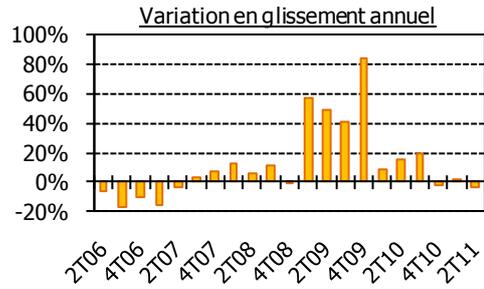
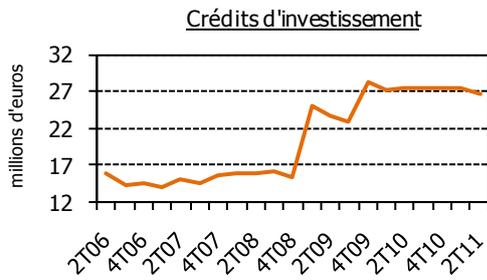


L'endettement des entreprises

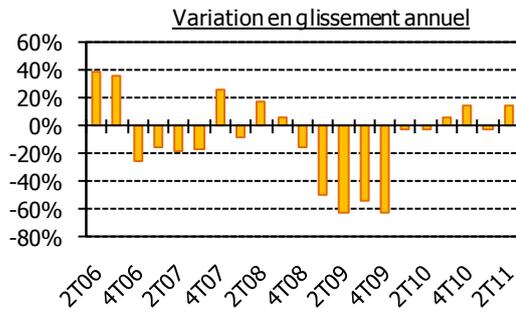
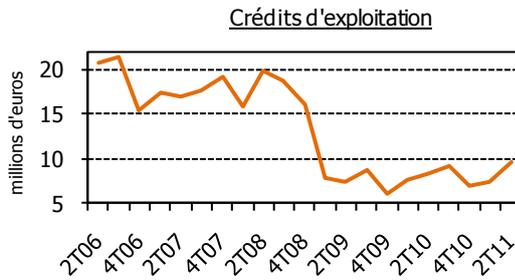
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement

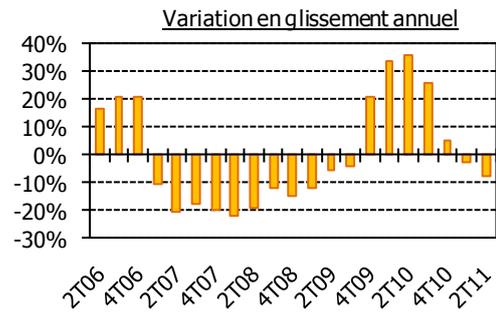
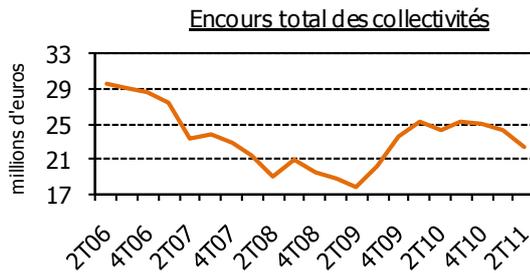


Crédits d'exploitation

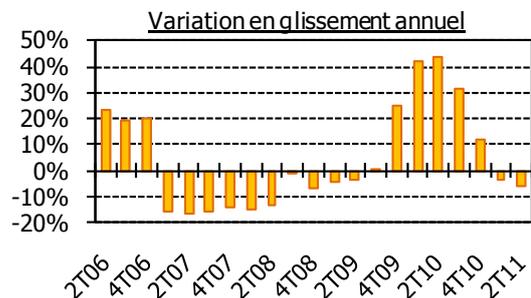
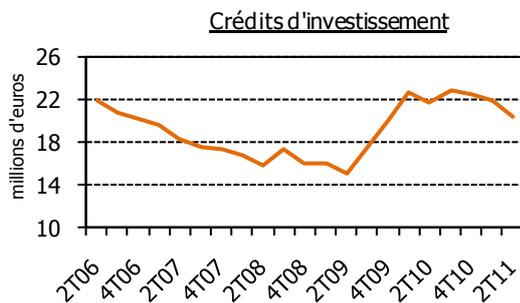


L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains



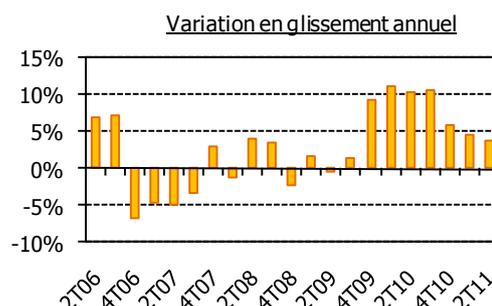
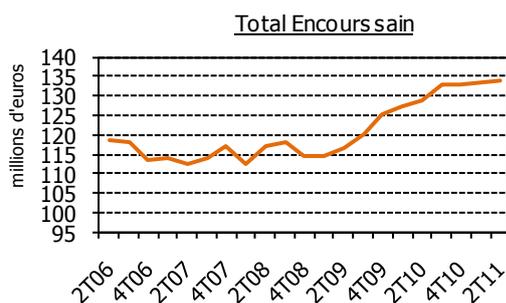
Crédits d'investissement



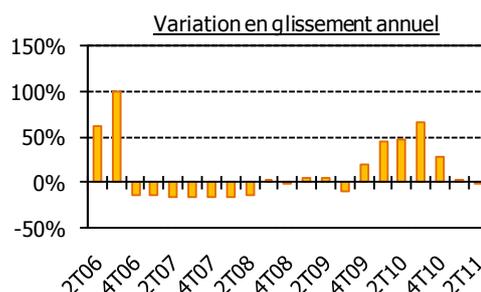
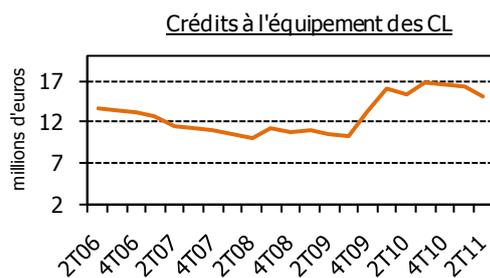
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros										Variations	
	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 an	1 trim	
Entreprises	30,135	30,473	33,304	32,936	34,686	35,583	33,569	34,126	35,308	1,8%	3,5%	
Crédits d'exploitation	7,332	8,64	6,066	7,622	8,316	9,108	6,908	7,391	9,556	14,9%	29,3%	
Créances commerciales	0,026	0,006	0,050	0,025	1,678	2,166	0,515	0,808	2,801	66,9%	246,7%	
Crédits de trésorerie	2,724	4,673	3,641	3,542	1,442	2,259	2,874	2,008	1,933	34,1%	-3,7%	
dont entrepreneurs individuels	0,076	0,038	0,368	0,355	0,091	0,172	0,163	0,154	0,076	-16,4%	-50,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,582	3,961	2,375	4,055	5,196	4,682	3,519	4,575	4,822	-7,2%	5,4%	
Affacturage			0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits d'investissement	22,803	21,833	27,238	25,314	25,957	25,847	26,040	25,943	24,958	-3,9%	-3,8%	
Crédits à l'équipement	22,803	21,833	27,238	25,314	25,957	25,847	26,040	25,943	24,958	-3,9%	-3,8%	
dont entrepreneurs individuels	1,669	1,563	1,460	2,228	1,529	1,461	1,453	1,419	1,336	-12,6%	-5,8%	
Crédit-bail			0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Crédits à l'habitat			0,000	0,000	0,413	0,628	0,621	0,792	0,794	92,5%	0,3%	
Autres crédits			0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Ménages	70,008	72,528	74,945	75,225	75,142	76,869	79,275	79,248	80,398	7,0%	1,5%	
Crédits à la consommation	11,463	12,698	13,249	13,301	11,955	12,802	13,734	13,682	14,109	18,0%	3,1%	
Crédits de trésorerie	10,246	10,980	11,670	11,705	11,521	12,276	13,315	13,219	13,492	17,1%	2,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	1,156	1,659	1,521	1,596	0,435	0,526	0,369	0,413	0,568	30,8%	37,6%	
Crédit-bail	0,061	0,059	0,058	0,000	0,000	0,000	0,051	0,050	0,048		-3,4%	
Crédits à l'habitat	58,545	59,830	61,696	61,924	63,187	64,067	65,540	65,566	66,244	4,8%	1,0%	
Autres crédits			0,000	0,000	0,000	0,000						
Collectivités locales	2,964	2,698	16,639	18,432	17,909	19,341	19,144	18,887	17,023	-4,9%	-9,9%	
Crédits d'exploitation	0,053	0,001	1,112	0,001	0,000	0,000	0,000					
Crédits de trésorerie			1,100	0,000	0,000	0,000						
Comptes ordinaires débiteurs	0,053	0,001	0,012	0,001	0,000	0,000	0,000					
Crédits d'investissement	2,911	2,697	13,106	16,010	15,488	16,920	16,723	16,466	15,173	-2,0%	-7,9%	
Crédits à l'équipement	2,911	2,697	13,106	16,010	15,488	16,920	16,723	16,466	15,173	-2,0%	-7,9%	
Crédit-bail			0,000	0,000	0,000	0,000						
Crédits à l'habitat			0,000	0,000	0,000	0,000						
Autres crédits			2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	1,850	-23,6%	-23,6%	
Autres agents et CCB non ventilés	3,284	4,111	0,477	0,767	1,022	0,938	0,884	0,927	1,023	0,2%	10,4%	
Total encours sain	116,634	119,924	125,365	127,360	128,759	132,732	132,871	133,188	133,707	3,8%	0,4%	
Créances douteuses brutes	13,532	13,492	12,961	12,312	12,312	11,292	11,164	11,631	10,931	-11,2%	-6,0%	
Créances douteuses nettes	5,421	5,425	3,702	3,193	3,193	2,718	2,814	3,859	3,659	14,6%	-5,2%	
dont entreprises	4,561	4,055	2,653	2,575	2,575	2,067	2,348	3,486	3,279	27,3%	-5,9%	
dont ménages	0,859	1,369	1,046	0,617	0,617	0,652	0,466	0,372	0,380	-38,4%	2,2%	
Provisions	8,111	8,067	9,259	9,119	9,119	8,574	8,350	7,773	7,272	-20,2%	-6,4%	
Total encours brut	130,166	133,416	138,326	139,673	140,553	143,623	144,036	144,820	144,638	2,9%	-0,1%	
Taux de créances douteuses	11,4%	10,4%	10,1%	8,8%	8,4%	8,3%	7,75%	8,0%	7,6%	-0,8 pt	-0,4 pt	
Taux de provisionnement	67,3%	59,9%	59,8%	74,1%	77,2%	71,1%	74,8%	66,8%	66,5%	-10,7 pts	-0,3 pt	

Encours total de crédits sains



Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

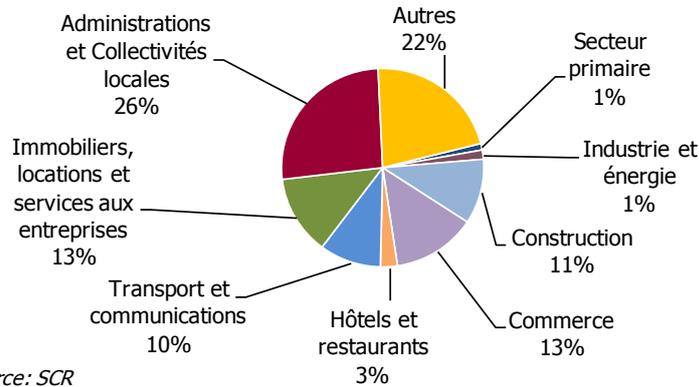


4. Les engagements bancaires

4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31 juillet 2011 (%)

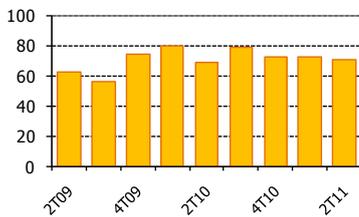
Répartition des encours déclarés par secteur



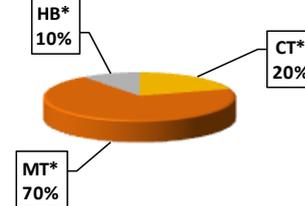
Source: SCR

Evolution globale des risques déclarés au SCR

En millions d'euros

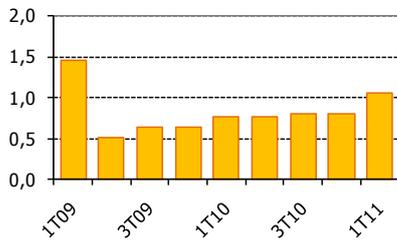


Structure (en %)

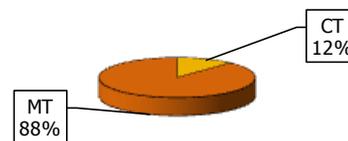


Secteur primaire

En millions d'euros

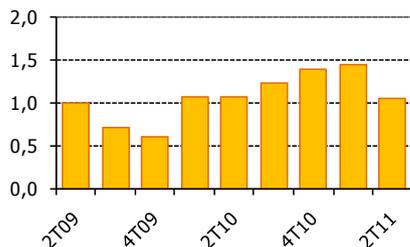


Structure (en %)

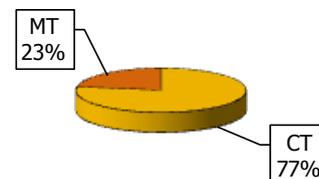


Industrie et énergie

En millions d'euros

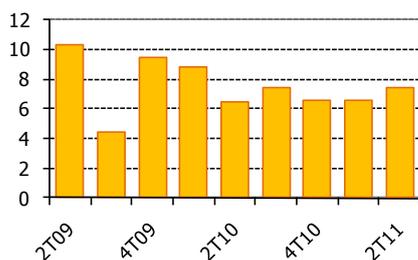


Structure (en %)

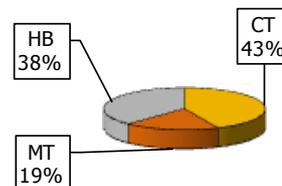


Construction

En millions d'euros



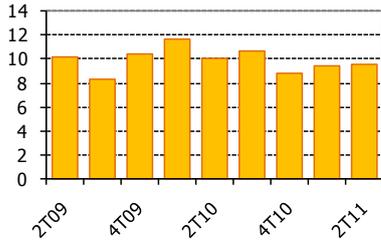
Structure (en %)



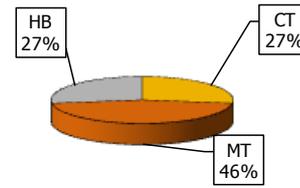
* CT : Court Terme ; MT : Moyen Terme ; CB : Crédit Bail ; HB : Hors Bilan

Commerce

En millions d'euros

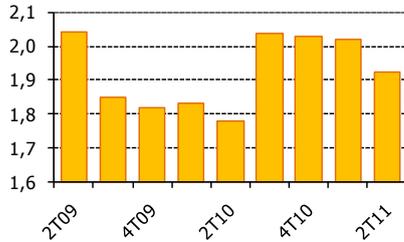


Structure (en %)

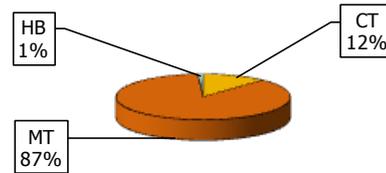


Hôtels et restaurants

En millions d'euros

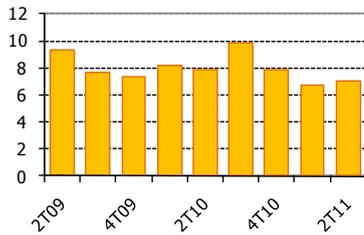


Structure (en %)

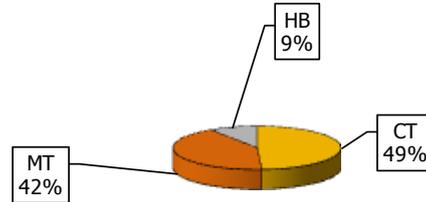


Transport et communication

En millions d'euros

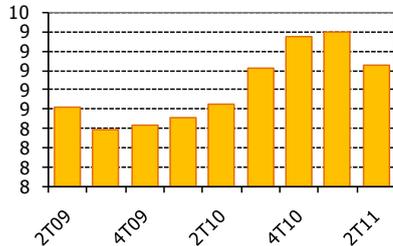


Structure (en %)

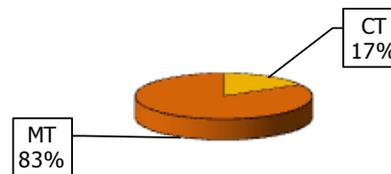


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En millions d'euros

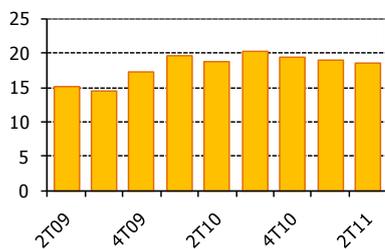


Structure (en %)

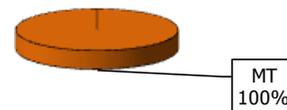


Administrations et Collectivités locales

En millions d'euros

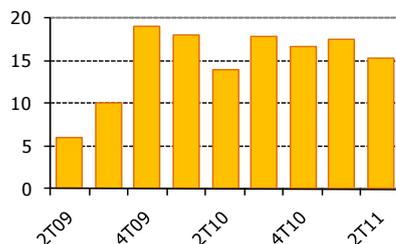


Structure (en %)

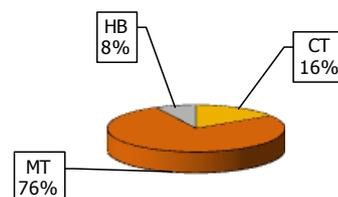


Autres secteurs d'activités

En millions d'euros



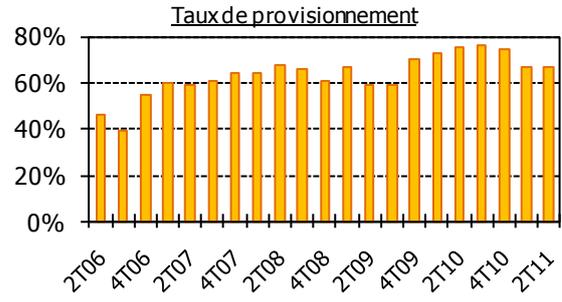
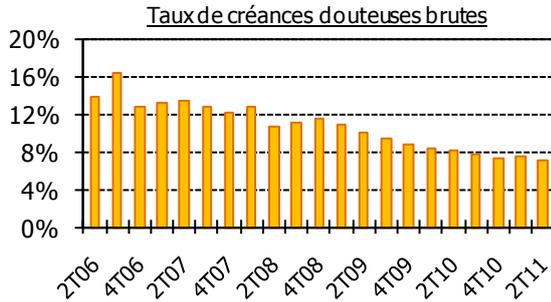
Structure (en %)



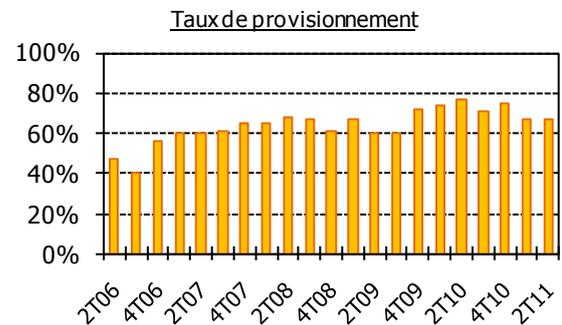
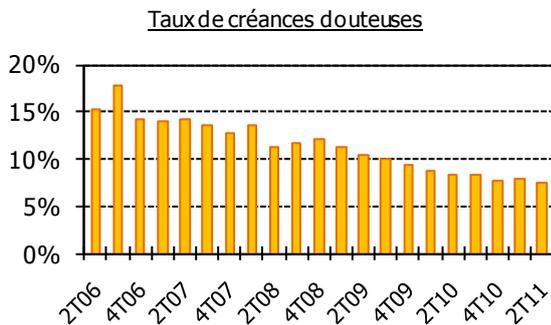
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

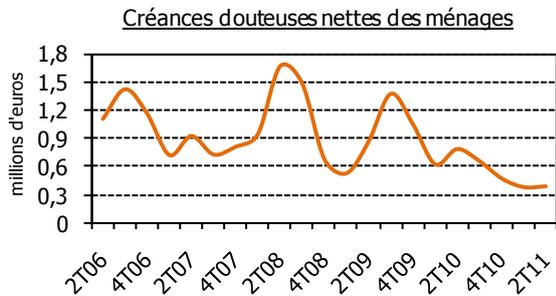


Etablissements de crédit locaux

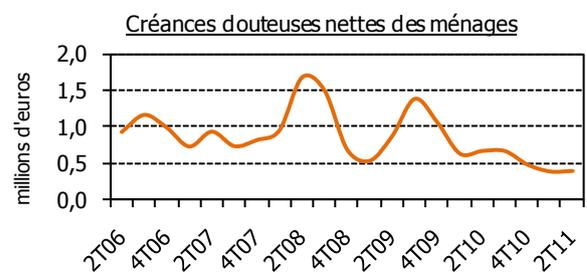


La vulnérabilité des ménages

Ensemble des établissements de crédit

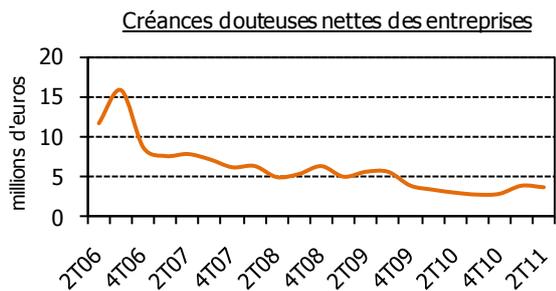


Etablissements de crédit locaux

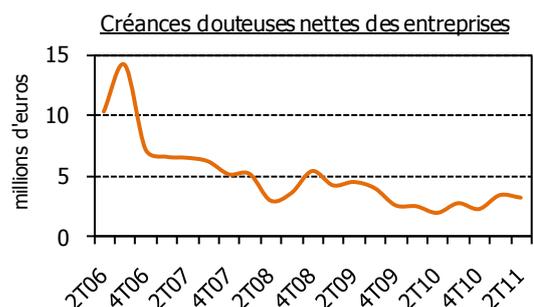


La vulnérabilité des entreprises

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/07/2011)	1,50%
Taux de la facilité de dépôt (13/07/2011)	0,75%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/07/2011)	2,25%

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1^{er} août 2011)

Livrets A et bleu : 2,25%	LDD* : 2,25%	LEP : 2,75%	PEL** : 2,50%	CEL* : 1,50%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

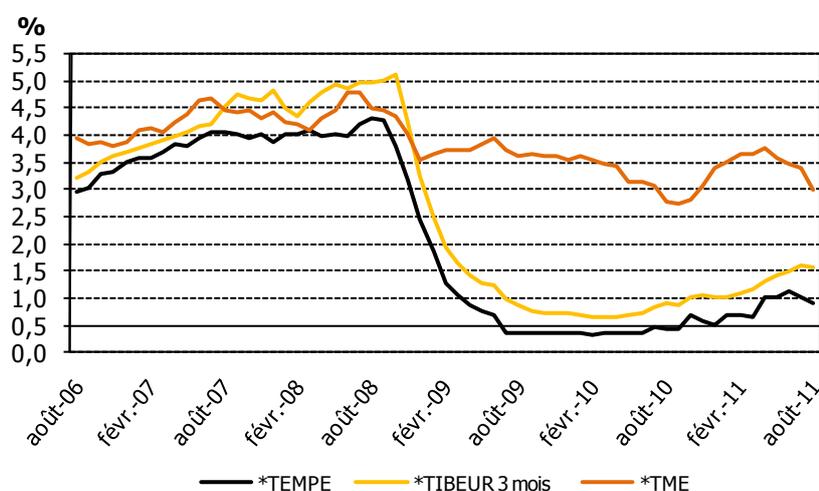
*Livret de développement durable (ex CODEVI)

**hors prime d'Etat

TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2010 (J.O. du 11/02/10)	0,65%
Année 2011 (J.O. du 03/02/11)	0,38%

5.2 Principaux taux de marché



*TEMPE : taux européen moyen pondéré en euro ; TIBEUR : taux interbancaire offert en euro
*TME : Taux moyen des emprunts d'Etat sur 1 an

5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Plafond de l'usure applicable sur la période

Catégorie		3T10	4T10	1T11	2T11	3T11
PARTICULIERS	Prêts immobiliers					
	- Prêts à taux fixe	6,09%	5,60%	5,51%	5,61%	5,97%
	- Prêts à taux variable	5,35%	5,05%	4,96%	5,01%	5,33%
	- Prêts relais	5,96%	6,27%	5,88%	5,99%	6,07%
	Autres prêts					
- Prêts <= 1 524 € (*)	21,15%	21,32%	21,31%	21,47%	21,41%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	19,27%	19,32%	19,67%	19,53%	19,37%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	8,61%	8,15%	7,77%	8,03%	11,22%	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	13,39%	13,59%	13,77%	13,77%	13,88%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

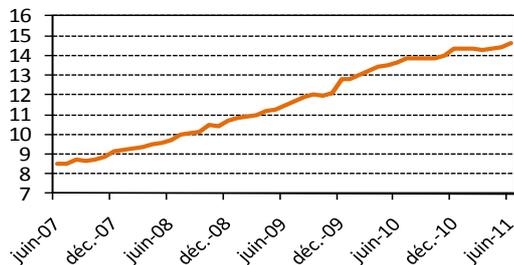
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

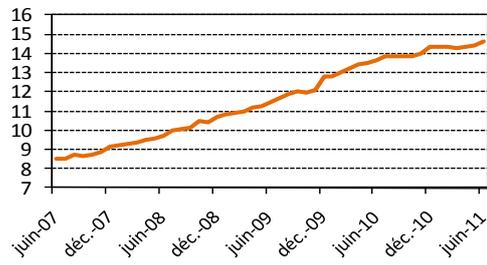
6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)

En millions d'euros

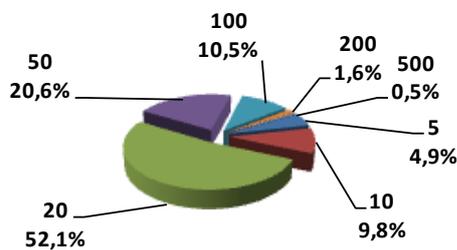


En milliers d'unités

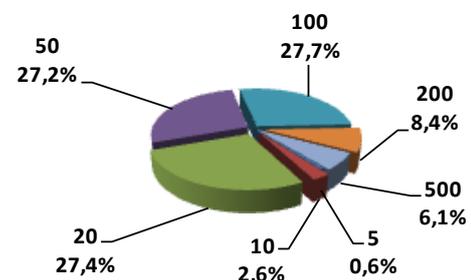


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de billets au 30 juin 2011

Répartition en volume



Répartition en valeur



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

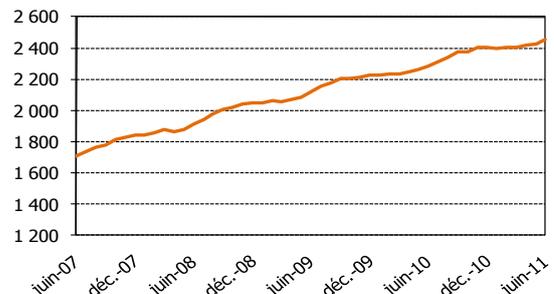
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)

En milliers d'euros

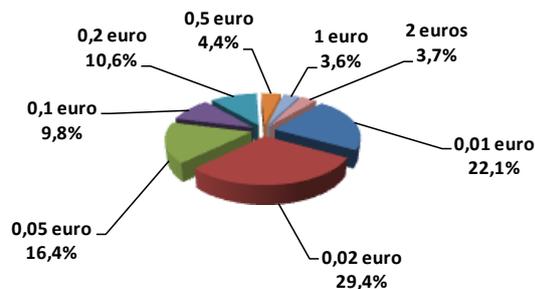


En milliers d'unités

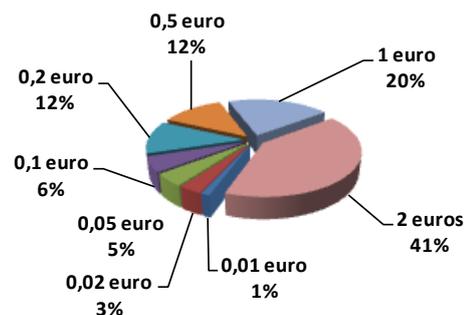


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces au 30 juin 2011

Répartition en volume



Répartition en valeur



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

M. Nicolas MACQUERON

M. Fabrice DUFRESNE

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
22, place du Général de Gaulle - BP 4202 - 97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon
Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : M. Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : M. Fabrice DUFRESNE
Edition : IEDOM
Achévé d'imprimer le 05 octobre 2011
Dépôt légal : Octobre 2011 - ISSN 0296 - 3116